Bulletin Gratuit de Klasbatalo
Affilié de la Tendance Communiste Internationaliste

Revue 14

Printemps 2026

Mutinerie

1er mai 2026 : Pas de sacrifices pour ce système - Contre la guerre et toutes les formes de nationalisme



La crise capitaliste ne fait que s'aggraver, et la guerre mondiale devient une réalité de plus en plus probable. Cette crise, due à un manque de plus-value suffisante, étend la concurrence entre capitalistes en une lutte entre États. Chaque État est embourbé dans une lutte existentielle au sein de la hiérarchie impérialiste. La seule « issue » réside dans la destruction massive du capital, dans l'espoir de pouvoir inaugurer un nouveau cycle de réalisation de profits.

La seule solution qu'ils ont à offrir est la guerre impérialiste généralisée

Malgré les promesses de paix, de cessez-le-feu ou du « Conseil de la Paix », les guerres impérialistes continuent de faire rage à travers le monde, que ce soit en Ukraine, au Soudan, au Congo, en Asie du Sud, à Gaza ou en Iran, et cela ne prend même pas en compte la « guerre économique » en cours comme le blocus continu des États-Unis contre Cuba. Non content de cela, le système capitaliste se dirige vers encore plus de massacres avec des dépenses militaires toujours croissantes et un rythme écœurant de réarmement. Face à des profits stagnants, la classe dirigeante est prête à accepter une souffrance humaine incommensurable. Elle est prête à pousser le système vers une barbarie encore plus inimaginable. Les guerres en Ukraine et au Moyen-Orient consolident les alliances impérialistes et définissent les intérêts ; elles sont un prélude à une autre guerre mondiale. Les États-Unis se préparent à la guerre contre la Chine en tentant de briser l'alliance de circonstance Chine-Russie-Iran. Depuis des décennies, les États-Unis voient la Chine comme leur principale menace face à leurs exigences impérialistes expansives. La politique de l'administration Trump envers la Chine est largement guidée par les mêmes prémisses stratégiques que celles d'Obama et de Biden. Peu importe quel politicien dirige les États-Unis, l'augmentation du protectionnisme et des sanctions pour freiner l'économie et l'armée chinoises, ainsi que le ciblage des alliés de la Chine, constituent une préparation bipartisane à une guerre future. Les hostilités entre les États-Unis et la Chine ne peuvent que continuer à croître sous la pression de la concurrence impérialiste. Les États-Unis sont dans une situation de quitte ou double pour éliminer leur principal rival alors que la crise de rentabilité s'approfondit. La frénésie guerrière des États-Unis à travers le monde s'inscrit donc dans la préparation d'une guerre contre la Chine. En tentant d'éliminer les alliés de la Chine au Venezuela, à Cuba, en Iran et en Russie, ils se préparent au combat principal. En Amérique latine, où la Chine n'a cessé de renforcer sa présence au cours des vingt dernières années, Trump envoie un message clair à travers l'enlèvement de Maduro au Venezuela et les menaces croissantes contre Cuba. La guerre brutale qui fait rage en Ukraine a été reprise par l'OTAN pour saigner la Russie à blanc et isoler la Chine. La guerre permanente menée par les États-Unis et Israël au Moyen-Orient peut être considérée comme un exemple à petite échelle de la stratégie contre la Chine : d'abord les alliés plus faibles que sont le Hezbollah, le Hamas et les Houthis, puis l'Iran lui-même, une fois isolé. Cette stratégie ne restera pas sans réponse ; la guerre sanglante de positionnement ne s'arrêtera pas. Tous les capitalistes, quelle que soit leur nation, sont poussés à continuer de se plier aux diktats de l'accumulation du capital ; en tant que classe, ils choisissent donc la guerre plutôt que la stagnation persistante. Partout, les travailleurs sont confrontés à une austérité extrême, à la misère, à la mort et aux déplacements, alors que la pression en faveur d'un nouveau carnage mondial s'intensifie. Partout, la classe ouvrière est contrainte de payer le prix de la crise insoluble de rentabilité du capitalisme, qui est à l'origine de toutes les guerres impérialistes et de la barbarie. Les États se réarment tous, choisissant « les armes plutôt que le beurre ». Ce sont les armes qui peuvent leur assurer une plus grande part des profits futurs, alors que l'exploitation capitaliste « normale » n'offre plus grand-chose. Les budgets consacrés aux dépenses militaires en Allemagne et en Italie ont à peu près doublé au cours des cinq dernières années, tandis qu'en France, l'âge de la retraite a été repoussé pour équilibrer le budget de la guerre. Les travailleurs vivent une situation sociale qui s'effondre – nous le ressentons chaque jour lorsque nos salaires sont rongés par l'inflation ou par l'augmentation de la charge de travail, lorsque le coût de la nourriture et des produits essentiels reste hors de portée, ou lorsque nous sommes expulsés et privés d'aides sociales. Le pire est lorsque votre prétendue nation exige que vous combattiez et tuiez nos propres sœurs et frères de classe. Qu'a fait votre nation pour vous ? Que signifie « notre pays » ? Nous n'en possédons que peu ou rien – sauf notre force de travail, qui est exploitée dans l'intérêt de « notre nation ». Telle est la situation dans chaque pays – la classe capitaliste mondiale est unie dans l'exploitation du prolétariat. Toutes les guerres sont impérialistes et réactionnaires et il n'y a aucune perspective en leur sein pour le prolétariat, sinon une exploitation continue, une humiliation et des sacrifices afin que notre ennemi de classe puisse maintenir sous perfusion un système capitaliste moribond. Pour le prolétariat, il n'y a pas de patrie à soutenir. Même s'ils se drapent dans des slogans « anti-impérialistes », ceux qui soutiennent une guerre, quelle qu'elle soit, choisissent un capitaliste plutôt qu'un autre. Depuis l'avènement de l'ère impérialiste avec la Première Guerre mondiale, le capitaliste ne peut jouer qu'un rôle réactionnaire et se battre bec et ongles pour la survie du capital social de sa nation. Toute activité autonome du prolétariat est écrasée au nom de la défense de la « nation » (c'est-à-dire des profits). La répression intérieure se multiplie de manière exponentielle contre les travailleurs, comme on le voit dans toutes les guerres actuelles et dans la réponse de l'État envers les travailleurs en Ukraine, en Iran, à Gaza et au Moyen-Orient. Aux États-Unis et dans d'autres États impérialistes qui se réarment pour la guerre, la répression et la xénophobie disciplinent les travailleurs en créant une frange plus précaire de travailleurs terrifiés à exploiter brutalement.

Seule la classe ouvrière peut arrêter la guerre

La classe ouvrière – qui représente la majorité de la population mondiale – est la seule force capable de mettre un terme à notre paupérisation croissante, à la dégradation de la planète et à la marche vers une guerre totale. Les revendications économiques des travailleurs se heurtent déjà à la volonté belliciste du capitalisme. Lorsque les travailleurs se battent pour des salaires plus élevés, des conditions de travail plus sûres, une réduction du temps de travail ou de meilleurs effectifs, ils se heurtent à une résistance farouche de la part des patrons et de leur État. Dans divers pays, les gouvernements déclarent les grèves illégales au nom de la défense nationale, tandis que sur le « front intérieur » des États capitalistes en guerre, les travailleurs sont plongés dans la misère par l'économie de guerre. L'attaque capitaliste contre le niveau de vie des travailleurs revêt un caractère politique direct. Dès lors que la lutte défensive de la classe ouvrière prendra également un caractère offensif, politique et anticapitaliste, elle disposera des outils nécessaires pour mettre fin une fois pour toutes au cycle des massacres impérialistes. Le massacre de masse de la Première Guerre mondiale impérialiste a été arrêté par des soulèvements, des mutineries et des grèves. Le défaitisme révolutionnaire a pris une forme concrète lorsque, en Russie, le prolétariat organisé en conseils a pris le pouvoir et imposé la fin des hostilités, et lorsque des manifestations de masse à Berlin et Vienne en 1918 ont forcé la fin de la guerre. Cela a marqué le début d'une vague révolutionnaire internationale qui a ébranlé le capitalisme jusqu'à ses fondations. La spontanéité et l'action indépendante de la classe sont importantes et nécessaires. Pourtant, il faut noter qu'elles sont nécessaires mais non suffisantes pour surmonter définitivement le système capitaliste. Sans une force révolutionnaire organisée capable de fournir une direction politique et une perspective révolutionnaire à un mouvement anticapitaliste, chaque soulèvement court inévitablement le risque d'être absorbé par les forces de ce système. Un parti révolutionnaire, en revanche, qui a lutté pour se faire reconnaître et s'établir au sein de la classe par une participation active à la lutte de classe, peut servir de point de référence politique révolutionnaire et œuvrer à ce que la classe ouvrière ne s'arrête pas à mi-chemin. Lorsque la préparation théorique et pratique des révolutionnaires organisés est combinée à la capacité de lutte et d'organisation de la classe, ce système peut être renversé. L'absence d'un parti révolutionnaire solidement établi a eu des conséquences dramatiques pour la Révolution allemande en 1918–1919. La classe ouvrière avait en effet réussi à renverser l'Empire allemand. Mais alors, avec les sociaux-démocrates, un autre acteur a commencé à fixer l'agenda politique. Ils se présentaient comme un « parti de masse socialiste » modéré. Pourtant, en réalité, ils n'agissaient pas comme l'aile droite modérée du mouvement ouvrier mais comme l'aile gauche du capital. Ils ont remplacé la lutte de classe par « la loi et l'ordre », les conseils par le parlement, et la révolution par la réforme. Alors que la fenêtre révolutionnaire reste ouverte, voilà à quoi peut ressembler l'absence d'un parti ouvrier digne de ce nom. Tandis qu'ils désarmaient et désorientaient politiquement la grande majorité de la classe ouvrière par toutes sortes de manœuvres, en tant que pilier de la République de Weimar ils ont donné libre cours aux corps francs proto-fascistes contre les éléments radicaux. La terreur sanglante de ces unités a préparé le terrain pour la dictature fasciste ultérieure. La défaite de la Révolution allemande a eu des conséquences fatales pour la vague révolutionnaire internationale. L'isolement de la Révolution russe a finalement conduit à sa transformation en son contraire – l'établissement d'un capitalisme d'État dictatorial qui, pour le plus grand plaisir de tous les réactionnaires, se faisait passer pour du « socialisme ».

Que faire ?

Les expériences traumatisantes du stalinisme ont conduit à beaucoup de confusion et, en même temps, ont considérablement renforcé l'arsenal de propagande idéologique de la classe dirigeante. Les défaites profondes du XXe siècle ont affaibli la solidarité et l'esprit combatif de notre classe, avec pour résultat que les luttes défensives réussies sont rares et font face à de grands défis. La domination du capital apparaît incontestée. Les chances pour que la politique révolutionnaire prenne racine dans la lutte de classe ne sont pas bonnes. Les organisations politiques qui défendent les principes internationalistes de la révolution prolétarienne ont, au mieux, une présence limitée dans les luttes de la classe ouvrière au sens large. Cela n'est qu'une expression – peut-être la plus décisive – de la profonde faiblesse de notre classe. Dans ce contexte, nous devons reconnaître et formuler clairement à la fois le danger d'une guerre impérialiste généralisée et l'extrême faiblesse de la politique révolutionnaire. Les différences politiques entre révolutionnaires reflètent des problèmes réels. Pourtant, nous ne pouvons pas nous permettre de nous enliser dans des polémiques sans fin et des débats sans but. Au lieu de nous complaire dans des critiques et des querelles sans but ni direction, pour nous, surmonter réellement les controverses entre révolutionnaires nécessite une nouvelle vie au sein de la classe ouvrière, à travers laquelle les questions politiques soulevées par la lutte peuvent former la base sur laquelle construire l'unité entre révolutionnaires ; car ce n'est que dans la dynamique concrète de la lutte de classe - non plus de manière sporadique et dans des incidents isolés, mais à une échelle de masse - que les différentes positions théoriques et politiques descendront des « cieux » de la théorie pour trouver confirmation ou réfutation dans la réalité matérielle de la lutte de classe elle-même. Ceux qui pensent détenir le monopole exclusif de la vérité seront relégués à l'irrélevance. Malgré la faiblesse actuelle de notre classe, il existe un besoin aigu pour ceux qui défendent les principes internationalistes et rejettent toutes les formes de nationalisme de s'unir sous une bannière commune. Partout où elle se développe, la lutte de classe entre inévitablement en conflit avec les préparatifs de guerre en cours. Cela ouvre la possibilité que des positions internationalistes soient adoptées dans les luttes – en particulier parmi les secteurs avancés de la classe – et que la lutte contre la guerre capitaliste soit mise à l'ordre du jour. Dans ce contexte, nous réaffirmons notre soutien aux comités « Pas de guerre sauf la guerre de classe », qui rassemblent des révolutionnaires sur la base de l'internationalisme et visent à intervenir dans les luttes locales. Bien qu'ils ne soient ni un substitut au parti ni une voie vers sa formation, ces comités peuvent organiser une réponse politique aux guerres impérialistes qui dépasse les capacités des organisations individuelles. Nos bases pour une telle coopération, qui adopte une position clairement de classe et exclut les héritages politiques de la social-démocratie (ancienne et nouvelle) et de la contre-révolution stalinienne, y compris ses dérivés - à savoir le stalinisme, le maoïsme et le trotskysme - sont les cinq points suivants :

Contre le capitalisme, l'impérialisme et toutes les formes de nationalisme ! Aucun soutien à aucune bourgeoisie nationale, aux « moindres maux » ou aux États en formation !

Pour une société dans laquelle les États, le travail salarié, la propriété privée, l'argent et la production orientée vers le profit sont remplacés par un monde de producteurs librement associés !

Contre les attaques économiques et politiques que les guerres actuelles et à venir feront subir à la classe ouvrière !

Pour la lutte auto-organisée de la classe ouvrière, pour la formation de comités de grève indépendants, d'assemblées de masse et de conseils ouvriers !

Contre l'oppression et l'exploitation, pour l'unité de la classe ouvrière et l'alliance des internationalistes authentiques !

Nous appelons une fois de plus tous ceux qui s'identifient à ces points et reconnaissent la gravité de la situation actuelle à mettre en place de tels comités dans leurs régions ou à rejoindre ceux existants

Pour en savoir plus sur réunions publiques, nos résaux sociaux, et notre site web, scannez ci-dessous:

Une rupture dans le même sens

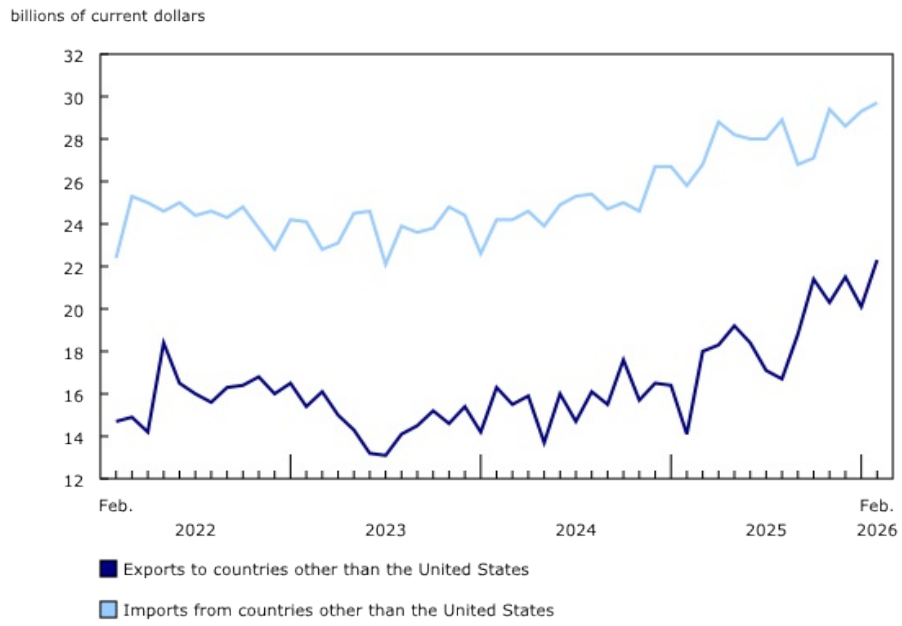
Lors des élections partielles fédérales de la mi-avril, les libéraux ont remporté les trois circonscriptions disputées, s'assurant ainsi un gouvernement majoritaire. Cela a été rendu possible grâce au ralliement de deux députés conservateurs au cours des mois précédents. Pour le premier ministre Mark Carney et ses libéraux, ces deux événements démontrent que la société canadienne se rallie au programme libéral dans un contexte de tensions commerciales avec les États-Unis et de crise générale. En effet, les députés conservateurs qui ont changé de camp ont invoqué leur soutien à la politique libérale, en opposition au parti conservateur confus de Pierre Poilievre. Cela est tout autant mis en évidence par le fait que les libéraux ont réussi à remporter une victoire électorale serrée dans la circonscription de Terrebonne, détenue par le Bloc québécois depuis une décennie. Mais au-delà de l'état actuel de la politique parlementaire capitaliste, au-delà de la rhétorique et du cirque, quelle est la tendance de l'histoire et qu'est-ce que cela signifie pour la classe ouvrière ?Les élections en elles-mêmes ne sont guère plus que le avant-goût de la botte capitaliste qui va nous piétiner, mais alors que la bourgeoisie patauge dans une crise dont elle est elle-même responsable, les premières mesures qu'elle prendra dans ce sens consisteront à faire porter le poids de la crise au prolétariat, alors qu'elle lutte pour retrouver un semblant d'ordre dans l'affrontement mondial actuel.

Au Canada, la politique générale a été marquée cette dernière année par les droits de douane américains. Dès le début de son deuxième mandat, Trump a décidé qu'il était temps de faire peser le poids des États-Unis sur ses rivaux comme sur ses alliés, dans l'espoir d'obtenir de meilleures conditions pour le commerce américain et d'exercer une forme grossière de pression diplomatique pour obtenir des concessions politiques. Cela a également montré que les droits de douane agissent de manière disproportionnée comme une taxe sur les consommateurs américains, ce qui signifie inévitablement que les travailleurs américains paient pour combler un déficit alimenté par les dépenses de défense et pour soutenir un système moribond. Alors que les États-Unis sont la seule nation en mesure d'exercer une telle pression compte tenu de la suprématie du dollar, de leur statut politique international et de leur puissance militaire, cette politique ne s'est pas déroulée tout à fait comme prévu. Elle a terni la réputation des États-Unis au sein de l'alliance occidentale et a entraîné des difficultés pour la classe ouvrière du monde entier, contrainte de payer pour l'excédent commercial. Après avoir conclu un nouvel accord commercial largement favorable aux États-Unis avec l'UE, Trump a de nouveau menacé l'Europe de nouveaux droits de douane dans le cadre d'un différend concernant l'annexion du Groenland. De plus en plus, les alliés traditionnels des États-Unis les considèrent comme une puissance peu fiable qui les place entre le marteau et l'enclume sur les plans économique et politique, et voient dans la grande rivale de l'Amérique, la Chine, une entité plus stable. Si cela ne signifie pas qu'une guerre entre les grandes puissances n'est pas envisageable, cela signifie en revanche que la période actuelle est le calme avant la tempête, durant laquelle la bourgeoisie prend ses repères et commence à mobiliser rapidement la classe pour la guerre.

C'est dans ce contexte que Carney a retenu l'attention internationale lors du Forum de Davos, où il a évoqué une rupture avec l'hégémonie américaine à la lumière des politiques de Trump. Il a exhorté les puissances intermédiaires à collaborer par le biais d'une diplomatie pragmatique afin d'orienter le cours de la rivalité entre les grandes puissances. Mais l'utilisation du mot « rupture » semble relever davantage de la rhétorique que de la réalité. Tout comme la banquise arctique peut se briser et suivre le même courant, la « rupture » de Carney correspond davantage à la nécessité pour le Canada de se ménager une marge de manœuvre dans la crise qui sévit au sein de l'alliance occidentale, où l'on observe une tendance à la guerre impérialiste généralisée. L'accord commercial de Carney avec la Chine, qui a levé l'interdiction sur les véhicules électriques chinois, est l'expression de cette recherche d'alternatives et d'une marge de manœuvre, ainsi qu'une tentative de consolider les perspectives d'avenir et de se dissocier de l'industrie automobile américaine de moins en moins compétitive sans pour autant rompre complètement. Carney sait qu'un véritable découplage de l'économie américaine serait coûteux et risqué. La construction des infrastructures de pipelines nécessaires pour acheminer en masse le pétrole de l'Alberta vers la mer n'est pas une mince affaire, ni sur le plan technique ni sur le plan politique. Néanmoins, cette approche « tout compris » visant à colmater un problème politique et économique s'accompagne d'un changement de ton diplomatique qui a mis des bâtons dans les roues du « bloc occidental » traditionnel. En ce sens, le Canada incarne la nouvelle ère de la concurrence bourgeoise, dans la mesure où, au-delà des blocs de la Guerre froide, les capitalistes s'efforcent de trouver des alliances à court et moyen terme pour résister à la tempête déclenchée par les grands acteurs, tant sur le plan politique qu'économique. Quoi qu'il en soit, la crise à l'origine de cette confrontation réside au cœur même du capital ; ainsi, même si des dirigeants comme Carney souhaitent s'accrocher à un ordre libéral, ils le feront sans s'opposer à la tendance générale vers la guerre, contrairement à ce qu'espèrent les gauchistes.

En fin de compte, ce à quoi nous assistons n'est pas une crise diplomatique entre nations, mais une crise générale de la rentabilité qui entraîne une tendance à la guerre généralisée. En février de cette année, Carney a annoncé la « première stratégie industrielle de défense du Canada ». Ce plan vise à atteindre un niveau de dépenses de défense équivalent à 5 % du PIB d'ici 2035, en engageant des centaines de milliards dans les dépenses de défense futures. Les engagements en faveur de nouveaux armements ne constituent qu'une partie du tableau. La stratégie fondamentale réside dans la militarisation croissante de l'économie canadienne. Cette politique s'accompagne d'un engagement en faveur de la fabrication de biens à double usage et de la promotion de la production militaire nationale au détriment des fournisseurs étrangers. Le budget consacré aux nouvelles infrastructures n'est pas réservé uniquement à de nouvelles bases dans l'Arctique, bien que cela existe, mais à des dépenses publiques massives dans des infrastructures stratégiques. Depuis le gouvernement Trudeau, le Canada tente de se vendre à l'Europe comme un partenaire militaire clé, non seulement sur la base des troupes ou de l'équipement qu'il peut déployer, mais aussi sur le plan économique.





Le Canada se présente à l'Europe comme une nation à la pointe de la technologie, dotée de ressources naturelles abondantes et entourée d'océans, au cas où le continent européen deviendrait un futur champ de bataille. Cette conception va de pair avec la militarisation des infrastructures prônée par Carney et une tendance à l'autarcie dans la préparation à la guerre. Cela implique des coupes budgétaires et une discipline imposée à la classe ouvrière, et cela signifie faire face à la crise de la rentabilité en se préparant à détruire le capital constant d'autres économies par la guerre afin de relancer un nouveau cycle d'accumulation. Les manœuvres de Carney montrent une ligne droite, et non un détour, par rapport à cette tendance générale.

Mais ce recentrage sur l'Europe ne correspond pas exactement à la « rupture » que laisse entendre le discours de Carney. Si Carney peut se targuer d'une diplomatie pragmatique propre aux puissances moyennes, les États-Unis occupent toujours la tête de l'alliance occidentale, malgré les frictions et les revirements. Loin d'une guerre de tous contre tous, les classes bourgeoises continuent de se regrouper autour de blocs impérialistes pour garantir leur survie. Une grande partie du budget de Carney est liée aux engagements pris avec les États-Unis dans le cadre du NORAD. La tentative du Canada de projeter sa puissance sur le front arctique se poursuit en tandem avec les États-Unis, qu'il s'agisse d'exercices militaires ou du développement d'une flotte de brise-glaces. Il est prévu d'assurer une présence permanente du SCRS dans l'Arctique dans le cadre de la coalition Five Eyes dirigée par les États-Unis pour contrer les services de renseignement chinois. Si Carney n'a pas répondu à l'appel de Trump en faveur d'un soutien militaire pour ouvrir le détroit d'Ormuz, il n'a pas hésité à affirmer que c'est l'Iran qui est responsable de l'instabilité dans la région, s'alignant ainsi diplomatiquement sur la politique américaine. Un Iran affaibli est avantageux pour la bourgeoisie américano-OTAN, et la Russie, la Chine et l'Iran réalisent clairement que ce conflit constitue également un coup de semonce contre leurs intérêts, ce à quoi la classe ouvrière des des deux côtés est mobilisée pour en supporter les coûts chez elle et mourir au front.

Comme nous le répétons depuis des années, les appels à l'unité nationale ne sont rien d'autre que des appels lancés à notre classe pour qu'elle se serre la ceinture alors que le monde se dirige vers une guerre généralisée. Les salaires réels ont continué de baisser face à la « crise du coût de la vie ». L'année dernière, les banques alimentaires ont dû réduire leurs services malgré une augmentation du nombre de visiteurs, en raison d'une diminution des fonds. L'épargne des ménages actifs a continué de baisser dans un contexte où, il y a seulement cinq ans, 70 % des ménages de l'Île-du-Prince-Édouard avaient moins d'un mois de revenu épargné. La plupart de ces faits se reflètent au sein de la classe ouvrière à l'échelle internationale, y compris chez les travailleurs américains à qui l'on demande également de payer pour la crise. Cela signifie que Carney ne mène aucune noble croisade en tentant de détourner le navire de la crise capitaliste. La militarisation renouvelée sur le territoire national, la consolidation des alliances existantes et les tentatives de se dissocier des États-Unis ressemblent aux mêmes tergiversations des Pays-Bas avant la Seconde Guerre mondiale, qui finirent tout de même par être entraînés dans ce conflit mondial à venir. Les tentatives de neutralité ne font en réalité que retarder le massacre de classe à venir, ou, comme ce fut le cas pendant la guerre civile espagnole, annoncent directement le bain de sang à venir.

Face à cette crise du coût de la vie qui préoccupe tant les parlementaires, une législation anti-grève draconienne a été brandie contre les travailleurs qui se battent pour des augmentations salariales, comme à Postes Canada. L'année dernière, l'Assemblée nationale du Québec a adopté le projet de loi 89 qui permet au gouvernement de déclarer une grève illégale si elle nuit au « bien public ». Le capital et ses organes parlementaires ont clairement démontré ce qu'il considère comme le bien public : les profits. Pour un capital en proie à une telle crise de rentabilité, il ne peut y avoir de négociations avec les syndicats. Les travailleurs doivent accepter la détérioration de leurs conditions de travail au nom de l'unité nationale, alors que la concurrence économique et militaire internationale s'intensifie. Malgré les tentatives du capital d'imposer la paix sociale, la lutte de la classe ouvrière se poursuit. En Nouvelle-Écosse, les travailleurs des soins de longue durée sont en grève pour obtenir des salaires plus élevés et se heurtent à l'intransigeance du gouvernement. À Toronto, les travailleurs du zoo de Toronto sont à nouveau en grève après celle de 2024. À Montréal, le 16 avril, des grévistes ont bloqué une rue lors d'une action. Mais tant que les grèves resteront isolées, elles se mèneront en position de faiblesse. Ce qu'il faut, c'est une réponse de l'ensemble de la classe à la crise du capitalisme, contre les appels à l'unité nationale qui n'intéressent pas les travailleurs. Ce n'est qu'en nous unissant en tant que classe internationale que nous pourrons lutter contre la détérioration de nos conditions et entraver le massacre que le capital prépare.

Pour quoi Klasbatalo se bat-il?

Nous nous battons pour l'indépendance politique de la classe ouvrière, c'est-à-dire que nous rejetons toute alliance interclassiste avec le capital, incluant sa gauche. Nous croyons que la classe ouvrière doit se battre sur son propre terrain: premièrement pour se défendre contre les attaques des capitalistes et ensuite, pour accomplir sa tâche historique, celle de l'édification d'un avenir communiste qui éliminera à jamais l'exploitation, l'oppression, et la guerre. C'est à ce but que nous luttons pour la création d'un parti communiste mondial, dont la raison d'être est de disséminer les confusions présentes dans la classe ouvrière et de l'unifier pour son ultime finalité; nous croyons que ce parti sera l'outil révolutionnaire le plus crucial pour notre classe. Même si nous sommes en faveur d'un parti, nous ne croyons pas que notre organisation, à elle seule, est le parti. Nous ne croyons pas non plus que notre organisation deviendra le parti au fil du temps. Le parti sera à la fois le produit de l'élargissement de la lutte des classes et le fruit du travail réel des révolutionnaires, dont nous nous considérons comme l'un des nombreux éléments. Nous ne voyons pas non plus ce parti comme un gouvernement-en-devenir, car l'émancipation de l'humanité dépend de la lutte intarissable de toute la classe ouvrière, et cette lutte ne peut être substituée par le dictat d'une minorité.

FB: https://www.facebook.com/Klasbatalocollective

Email: klasbatalocollective@gmail.com Website: http://www.leftcom.org/fr